Pétition à l'attention du Président de la République

Pour que le budget de la Sécurité Sociale réponde en 2024 aux besoins de la population

La situation sanitaire et sociale du pays nécessite des mesures financières et politiques urgentes :

- pour la branche maladie, un véritable plan de rattrapage pour le service public afin de sortir de la désertification médicale grandissante, de l'austérité hospitalière, de l'augmentation des inégalités sociales de santé, du désengagement de la Sécu vers les complémentaires, tout cela au détriment de la population (franchises, 2300 nouvelles suppressions d'emplois prévues par la nouvelle Convention d'objectifs et de gestion (COG) de la CNAM,…). Nous nous opposons à l'augmentation des franchises. Nous voulons l'instauration d'un pôle public du médicament et d'une Santé 100% Sécu pour répondre aux besoins de santé,
- pour les retraites, une augmentation immédiate de 10%, comme revendiqué par l'intersyndicale des retraités pour retrouver à terme le taux de remplacement (montant de la retraite divisé par le dernier salaire versé) des années 80,
- pour la branche autonomie, une loi de programmation grand âge dotée de 0,5 à 1 point de PIB supplémentaire pour répondre à d'immenses besoins aujourd'hui et demain auxquels ne répondent pas le saupoudrage et les mesurettes du gouvernement,
- pour la branche famille, une augmentation substantielle de l'ensemble des prestations logements, précarité, familiales et d'action sociale qui tienne compte de l'inflation et de l'augmentation du prix de l'énergie et de l'alimentation,
- pour les Accidents du travail/maladies professionnelles (AT/MP), l'affectation des excédents pour un plan vigoureux de santé au travail pour en finir avec le triste record du taux d'incidence en Europe concernant les décès au travail et sur les trajets du travail.

En même temps qu'ils affirment qu'il n'y a pas d'argent pour satisfaire les besoins dans chacune de ces branches, les gouvernements trouvent sans cesse «un pognon de dingue» pour les entreprises (plus de 200 Md chaque année - 8 points de PIB – dont 84,8 milliards d'exonérations de cotisations sociales) et pour la défense (+ 82 %, 30 milliards par an, entre 2020 et 2030).

Ne pas donner les moyens nécessaires à la Sécurité sociale, c'est délibérément mettre en danger une grande partie de la population !

Nom et Prénom	Commune	Mail	Signature

Pétition en ligne : https://www.convergence-sp.fr/petition-plfss-2024/

Adresse de retour des pétitions papier : Convergence Services publics 63 rue du Général Sarrail 94000 CRETEIL